

Définir un bien-être écologiquement viable

Ce dont nous avons (vraiment) besoin

Le génie du capitalisme d'après-guerre aura consisté à réorienter la volonté de changement vers l'insatiable désir de consommer. Ce modèle trouve à présent sa limite dans l'épuisement des ressources naturelles. Pour imaginer un mode de vie à la fois satisfaisant et durable, récuser l'empire de la marchandise ne suffit pas. Il faut d'abord réfléchir à ce qui nous est indispensable.



Jung-Yeon Min. — "Rendez-moi la lune", 2015 - Jung-Yeon Min — Galerie Maria Lund, Paris

La transition écologique suppose de faire des choix de consommation. Mais sur quelle base ? Comment distinguer les besoins légitimes, qui pourront être satisfaits dans la société future, des besoins égoïstes et déraisonnables, qu'il faudra renoncer à assouvir ? C'est la question qu'aborde le *Manifeste négaWatt*, l'un des ouvrages d'écologie politique les plus stimulants parus récemment, rédigé par des spécialistes de l'énergie ¹.

Un *négawatt*, c'est une unité d'énergie économisée — "néga" pour négatif. Grâce aux énergies renouvelables, à l'isolation du bâti ou au raccourcissement des circuits économiques, il est possible, selon les auteurs, de mettre sur pied un système économique qui soit écologiquement viable à l'échelle d'un pays, et même au-delà. À technologie constante, notre société renferme d'importants "gisements de *négawatts*".

Le consumérisme ambiant ne saurait perdurer, car il accroît en permanence les flux de matières premières et la consommation d'énergie. Ses effets aliénants sur les personnes ne sont de surcroît plus à démontrer. Une société "*négawatt*" est une société de la sobriété où des possibilités de consommation sont délibérément écartées car considérées comme néfastes. Mais sur quels critères ?

Pour répondre à cette question, les auteurs du manifeste distinguent les besoins humains authentiques, légitimes, qu'il faudra donc continuer à satisfaire, et les besoins artificiels, illégitimes, dont il faudra se défaire. Le premier groupe comprend ceux qu'ils qualifient de "*vitaux*", "*essentiels*", "*indispensables*", "*utiles*" et "*convenables*". Le second, ceux qu'ils jugent "*accessoires*", "*futiles*", "*extravagants*", "*inacceptables*", "*égoïstes*".

¹ Association négaWatt, Manifeste négaWatt. En route pour la transition énergétique !, Actes Sud, coll. "Babel Essai", Arles, 2015 (1re éd. : 2012).

Dès lors, deux problèmes apparaissent. D'abord, comment définir un besoin "essentielle" ? Qu'est-ce qui le distingue d'un besoin "accessoire" ou "inacceptable" ? Et ensuite, qui décide ? Quels mécanismes ou institutions conféreront une légitimité au choix de satisfaire tel besoin plutôt que tel autre ? Le **Manifeste négawatt** ne dit rien à ce propos.

Pour répondre à ces questions, il est bon de se tourner vers deux penseurs critiques et pionniers de l'écologie politique, André Gorz et Agnes Heller.

Dans les années 1960 et 1970, ils ont développé une théorie des besoins sophistiquée qui est d'une grande actualité². L'un comme l'autre ont abordé ces questions à partir d'une réflexion sur l'aliénation, laquelle peut se mesurer à l'aune de besoins authentiques. En effet, on est aliéné par rapport à un état idéal auquel on cherche à revenir, ou que l'on cherche à atteindre enfin. La notion désigne le processus par lequel le capitalisme suscite des besoins artificiels qui nous éloignent de cet état. En plus d'être aliénants, la plupart de ces besoins sont écologiquement irréalistes.

Une tâche brûlante de notre temps

Qu'est-ce qu'un besoin "authentique" ? On pense bien sûr aux exigences dont dépendent la survie ou le bien-être de l'organisme : manger, boire ou se protéger du froid, par exemple. Dans les pays du Sud, et même du Nord, certains de ces besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. D'autres, qui l'étaient autrefois, le sont de moins en moins. Jusqu'à récemment, respirer un air non pollué allait de soi ; c'est devenu difficile dans les mégapoles contemporaines. Il en va de même pour le sommeil. Aujourd'hui, la pollution lumineuse rend l'endormissement difficile pour nombre de personnes, l'omniprésence de la lumière dans les villes retardant la synthèse de la mélatonine (surnommée "hormone du sommeil"). Dans certains pays, la lutte contre la pollution lumineuse a suscité l'émergence de mouvements sociaux revendiquant un "droit à l'obscurité" et appelant à la création de "parcs aux étoiles" non pollués par la lumière artificielle³.

L'exemple de la pollution sonore parle également à nombre de citoyens. On consacre des volumes croissants d'argent à l'isolation des logements, afin de satisfaire un besoin — le silence — autrefois gratuit. Ces dépenses nouvelles sont susceptibles de peser à la baisse sur le taux de profit, mais elles offrent simultanément des sources d'enrichissement, par exemple pour les entreprises spécialisées dans l'insonorisation.

Tous les besoins "authentiques" ne sont pas d'ordre biologique. Aimer et être aimé, se cultiver, faire preuve d'autonomie et de créativité manuelle et intellectuelle, prendre part à la vie de la cité, contempler la nature... sur le plan physiologique, on peut certainement faire sans. Mais ces besoins sont consubstantiels à la définition d'une vie humaine digne d'être vécue. André Gorz les appelle "besoins qualitatifs" ; Agnes Heller, "besoins radicaux".

Les besoins qualitatifs ou radicaux reposent sur un paradoxe. En même temps qu'il exploite et aliène, le capitalisme génère à la longue un certain bien-être matériel pour des secteurs importants de la population. Il libère de ce fait les individus de l'obligation de lutter au quotidien pour assurer leur survie. De nouvelles aspirations, qualitatives, prennent alors de l'importance. Mais, à mesure qu'il monte en puissance, le capitalisme empêche leur pleine réalisation. La division du travail enferme l'individu dans des fonctions et des compétences étroites tout au long de sa vie, lui interdisant de développer librement la gamme des facultés humaines. De même, le consumérisme ensevelit les

² André Gorz, *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, Seuil, Paris, 1964, et Agnes Heller, *La Théorie des besoins chez Marx*, 10/18, Paris, 1978.

³ Cf. Marc Lettau, "Face à la pollution lumineuse en Suisse, les adeptes de l'obscurité réagissent", *Revue suisse*, Berne, octobre 2016.

besoins authentiques sous des besoins factices. L'achat d'une marchandise satisfait rarement un vrai manque. Il procure une satisfaction momentanée ; puis le désir que la marchandise avait elle-même créé se redéploie vers une autre vitrine.

Constitutifs de notre être, les besoins authentiques ne peuvent trouver leur satisfaction dans le régime économique actuel. C'est pourquoi ils sont le ferment de bien des mouvements d'émancipation.

"Le besoin est révolutionnaire en germe", dit André Gorz ⁴.

La quête de son assouvissement conduit tôt ou tard les individus à soumettre le système à la critique.

Les besoins qualitatifs évoluent historiquement. Voyager, par exemple, permet à l'individu de se cultiver et de s'ouvrir à l'altérité. Jusqu'au milieu du XXe siècle, seules les élites voyageaient. Désormais, la pratique se démocratise. On pourrait définir le progrès social par l'apparition de besoins toujours plus enrichissants et sophistiqués, et accessibles au plus grand nombre.

Mais des aspects néfastes apparaissent parfois en cours de route. Si le transport en avion proposé par les compagnies à bas coût contribue à rendre le voyage accessible aux classes populaires, il émet aussi une énorme quantité de gaz à effet de serre, et il détruit les équilibres des zones où les touristes se rendent en masse pour voir... d'autres touristes en train de regarder ce qu'il y a à voir. Voyager est devenu un besoin authentique ; il faudra pourtant inventer de nouvelles façons de se déplacer, adaptées au monde de demain.

Si le progrès social induit parfois des effets pervers, des besoins à l'origine néfastes peuvent, à l'inverse, devenir viables avec le temps. Aujourd'hui, la possession d'un smartphone relève d'un besoin égoïste. Ces téléphones contiennent des "minerais de sang" — tungstène, tantale, étain et or notamment —, dont l'extraction occasionne des conflits armés et des pollutions graves. Ce n'est pourtant pas l'appareil lui-même qui est en question. Si un smartphone "équitable" voit le jour — le *Fairphone* semble en être une préfiguration ⁵ —, il n'y a pas de raison que cet objet soit banni des sociétés futures. D'autant plus qu'il a donné lieu à des formes de sociabilité nouvelles, à travers l'accès continu aux réseaux sociaux ou grâce à l'appareil photographique qu'il intègre. Qu'il encourage le narcissisme ou génère des névroses chez ses utilisateurs n'est sans doute pas inévitable. En ce sens, on ne peut exclure que le smartphone, à travers certains de ses usages, se transforme progressivement en besoin qualitatif, comme le voyage avant lui.

Selon André Gorz, la société capitaliste a pour devise :

"Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as "mieux" que les autres ⁶."

On peut lui opposer une devise écologiste :

⁴ André Gorz, *La Morale de l'histoire*, Seuil, Paris, 1959.

⁵ Lire Emmanuel Raoul, "Peut-on fabriquer un téléphone équitable ?", *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

⁶ Lire André Gorz, "Leur écologie et la nôtre", *Le Monde diplomatique*, avril 2010, et Antony Burlaud, "André Gorz, vers l'émancipation", *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

"Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne."

Aux yeux de Gorz, un besoin qualitatif a ceci de particulier qu'il ne donne pas prise à la "distinction".

En régime capitaliste, la consommation revêt en effet une dimension ostentatoire. Acheter le dernier modèle de voiture revient à exhiber un statut social (réel ou supposé). Un beau jour, cependant, ce modèle passe de mode et son pouvoir distinctif s'effondre, provoquant le besoin d'un autre achat. Cette fuite en avant inhérente à l'économie de marché contraint les entreprises qui se concurrencent à produire des marchandises toujours nouvelles.

Comment rompre avec cette logique de distinction productiviste ? Par exemple, en allongeant la durée de vie des objets. Une pétition lancée par *Les Amis de la Terre* exige que l'on fasse passer la garantie des marchandises de deux ans — une obligation inscrite dans le droit européen — à dix ans⁷. Plus de 80 % des objets sous garantie sont réparés ; or ce pourcentage tombe à moins de 40 % une fois l'échéance passée. Moralité : plus la garantie est longue, plus les objets durent ; et plus la quantité de marchandises vendues et donc produites diminue, limitant par la même occasion les logiques de distinction, qui reposent souvent sur l'effet de nouveauté. La garantie, c'est la lutte des classes appliquée à la durée de vie des objets.

Qui détermine le caractère légitime ou non d'un besoin ? Un risque apparaît ici, qu'Agnes Heller appelle la "dictature sur les besoins"⁸, comme celle qui prévalut en URSS. Si une bureaucratie d'experts auto-proclamés décide de ce que sont les besoins "authentiques", et par conséquent les choix de production et de consommation, ceux-ci ont peu de chances d'être judicieux et légitimes. Pour que la population accepte la transition écologique, il faut que les décisions qui la sous-tendent emportent l'adhésion. Établir une liste de besoins authentiques n'a rien d'évident et suppose une délibération collective continue. Il s'agit donc de mettre en place un mécanisme qui vienne d'en bas, d'où émane démocratiquement une identification des besoins raisonnables.

Difficile d'imaginer ce que pourrait être un tel mécanisme. En esquisser les contours constitue une tâche brûlante de notre temps, dont dépend la construction d'une société juste et viable. La puissance publique a certainement un rôle à jouer, par exemple en taxant les besoins futiles pour démocratiser les besoins authentiques, en régulant les choix des consommateurs. Mais encore faut-il convaincre de la futilité de nombreux besoins ; et, pour cela, il faut un dispositif situé au plus près des individus. Il s'agit d'extraire le consommateur de son tête-à-tête avec la marchandise et de réorienter la *libido consumandi* vers d'autres désirs.

La transition écologique nous incite à fonder une démocratie directe, plus délibérative que représentative. L'adaptation des sociétés à la crise environnementale suppose de réorganiser de fond en comble la vie quotidienne des populations. Or cela ne se fera pas sans les mobiliser, sans s'appuyer sur leurs savoirs et leurs savoir-faire, et sans transformer dans un même mouvement les subjectivités consuméristes. C'est donc à une nouvelle "critique de la vie quotidienne" qu'il faut parvenir ; une critique élaborée collectivement.

Razmig Keucheyan

Professeur de sociologie. Auteur de *La nature est un champ de bataille*, Zones, Paris, 2014.

⁷ "Signez la pétition "Garantie 10 ans maintenant", 24 octobre 2016, www.amisdelaeterre.org

⁸ Cf. Ferenc Fehér, Ágnes Heller et György Márkus, *Dictatorship Over Needs*, St. Martin's Press, New York, 1983.

En perspective

- **A reculons**, André Gorz, mai 2013 (lire ci-dessous)
- **L'ardente obligation de préserver le futur**, Bernard Cassen, mai 1992 - Le mode de développement du Nord étendu à l'ensemble de la planète tuerait la Terre. Et si l'unification du monde par le marché - stade suprême de l'utopie néolibérale - allait, avec l'écologie globale, trouver (...)
- **Écologistes et politique**, Christophe Batsch, mars 1978 - Sensibilité, idéologie, science, défense d'intérêts particuliers, l'écologie est connue un puzzle auquel son intervention, électorale aurait ajouté une dimension d'enjeu politique. Les frontières imprécises de (...)

Mai 2013, page 21

par André Gorz

Revenu garanti, une utopie à portée de main

A reculons

Proche de Jean-Paul Sartre, cofondateur, en 1964, du "*Nouvel Observateur*", le philosophe André Gorz (1923-2007) s'est converti progressivement à un éco-socialisme dont il est devenu l'un des principaux théoriciens. En 1990, dans nos colonnes, sous le titre "**Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets**", il formulait une critique de l'idéologie du travail qui devait l'amener quelques années plus tard à se prononcer en faveur d'un revenu d'existence.

Dans l'ensemble des pays capitalistes d'Europe, on produit trois à quatre fois plus de richesses qu'il y a trente-cinq ans ; cette production n'exige pas trois fois plus d'heures de travail, mais une quantité de travail beaucoup plus faible. (...)

Nous sortons de la civilisation du travail, mais nous en sortons à reculons, et nous entrons à reculons dans une civilisation du temps libéré, incapables de la voir et de la vouloir, incapables donc de civiliser le temps libéré qui nous échoit, et de fonder une culture du temps disponible et une culture des activités choisies pour relayer et compléter les cultures techniciennes et professionnelles qui dominent la scène. (...)

Pour près de la moitié de la population active, l'idéologie du travail est devenue une mauvaise farce ; l'identification au travail est désormais impossible, car le système économique n'a pas besoin ou n'a pas un besoin régulier de leur capacité de travail. La réalité que nous masque l'exaltation de la "*ressource humaine*", c'est que l'emploi stable, à plein temps, durant toute l'année et toute la vie active, devient le privilège d'une minorité. Pour *[les autres]*, le travail cesse d'être un métier qui intègre dans une communauté productive et définit une place dans la société. Ce que le patronat appelle "*flexibilité*" se traduit pour les salariés par la précarité. (...)

Que doit être une société dans laquelle le travail à plein temps de tous les citoyens n'est plus nécessaire, ni économiquement utile ? Quelles priorités autres qu'économiques doit-elle se donner ? Comment doit-elle s'y prendre pour que les gains de productivité, les économies de temps de travail profitent à tout le monde ? Comment peut-elle redistribuer au mieux tout le travail socialement utile de manière à ce que tout le monde puisse travailler, mais travailler moins et mieux, tout en recevant sa part des richesses socialement produites ?

La tendance dominante est d'écarter ce genre de questions et de poser le problème à l'envers : comment faire pour que, malgré les gains de productivité, l'économie consomme autant de travail que par le passé ? Comment faire pour que de nouvelles activités rémunérées viennent occuper ce temps que, à l'échelle de la société, les gains de productivité libèrent ? A quels nouveaux domaines d'activité peut-on étendre les échanges marchands pour remplacer tant bien que mal les emplois supprimés par ailleurs dans l'industrie et les services industrialisés ?

On connaît la réponse, pour laquelle les Etats-Unis et le Japon ont montré la voie : le seul domaine dans lequel il est possible, en économie libérale, de créer à l'avenir un grand nombre d'emplois, c'est celui des services aux personnes. Le développement de l'emploi pourrait être illimité si l'on parvenait à transformer en prestations de services rétribuées les activités que les gens ont, jusqu'à présent, assumées chacun pour soi. Les économistes parlent à ce sujet de "nouvelle croissance plus riche en emplois", de "tertiarisation" de l'économie, de "société de services" prenant le relais de la "société industrielle"⁹. (...)

Le problème de fond auquel nous sommes confrontés est celui d'un au-delà de l'économie et, ce qui revient au même, d'un au-delà du travail rémunéré. La rationalisation économique libère du temps, elle continuera d'en libérer, et *il n'est plus possible, par conséquent, de faire dépendre le revenu des citoyens de la quantité de travail dont l'économie a besoin.*

Il n'est plus possible, non plus, de continuer à faire du travail rémunéré la source principale de l'identité et du sens de la vie pour chacun.

La tâche d'une gauche, si gauche il doit y avoir, consiste à transformer cette libération du temps en une liberté nouvelle et en des droits nouveaux : le droit de chacun et de chacune de gagner sa vie en travaillant, mais en travaillant de moins en moins, de mieux en mieux, tout en recevant sa pleine part de la richesse socialement produite.

Le droit, d'autre part, de travailler de façon discontinue, intermittente, sans perdre durant les intermittences de l'emploi le plein revenu — de manière à ouvrir de nouveaux espaces aux activités sans but économique et à reconnaître à ces activités qui n'ont pas la rémunération pour but une dignité et une valeur éminentes, tant pour les individus que pour la société elle-même.

André Gorz

Philosophe et journaliste, théoricien de l'écologie politique.

Dossier Une utopie à portée de main

➤ Assurer à chacun, sans conditions, une somme mensuelle suffisante pour vivre ? Impossible de balayer la proposition en arguant de son infaisabilité économique : il serait tout à fait envisageable de la mettre en œuvre. C'est surtout sur le plan philosophique que le revenu garanti pose des questions épineuses, puisqu'il implique de renoncer à (...)

⁹ Lire le dossier "Mirage des services à la personne", *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

- **Imaginer un revenu garanti pour tous**, Mona Chollet - Inventer une autre vie, d'autres rapports sociaux, peut sembler hors de propos en période de crise. L'exercice n'a pourtant jamais été aussi nécessaire. En Europe, en Amérique latine, en Asie, l'idée d'un droit (...)
- **Financer l'allocation universelle**, Baptiste Mylondo - "Mais ce serait impossible à financer !" La première objection faite aux promoteurs d'un revenu universel déconnecté de l'emploi est sans doute aussi la plus faible. Toutefois, les modalités de ce financement (...)
- **En Inde, l'expérience revitalise les villages**, Benjamin Fernandez - Dans l'Etat indien du Madhya Pradesh, un syndicat de femmes a lancé en 2011 une expérience-pilote de revenu inconditionnel. La somme versée ne suffit pas pour se passer d'emploi, mais favorise les initiatives (...)
- **De par le monde...**, Afrique du Sud. Le Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, Cosatu), proche du Congrès national africain (African National Congress, ANC) au pouvoir, milite depuis la fin (...)
- **Michel Foucault, l'Etat et les bons pauvres**, Pierre Rimbert - Levier du changement social ou instrument de maintien de l'ordre ? Les outils de politique économique sont souvent à double tranchant. On nationalise tantôt pour collectiviser la richesse, tantôt pour (...)
- **Plaidoyers**, Aujourd'hui, chacun est contraint, sous peine d'être condamné par contumace pour lèse-respectabilité, d'exercer une profession lucrative, et d'y faire preuve d'un zèle proche de l'enthousiasme. La partie adverse se (...)
- **Bibliographie et sites Internet**, Bibliographie • Jérôme Akinora, Les Aventuriers du RMI, L'Insomniaque, Montreuil, 2004. Collectif, Manifeste des chômeurs heureux, préface de Nicolas Arraitz, postface de Guillaume Paoli, Le Chien rouge, (...)

En perspective

- **L'ardente obligation de préserver le futur**, Bernard Cassen, mai 1992 - Le mode de développement du Nord étendu à l'ensemble de la planète tuerait la Terre. Et si l'unification du monde par le marché - stade suprême de l'utopie néolibérale - allait, avec l'écologie globale, trouver (...)
- **Écologistes et politique**, Christophe Batsch, mars 1978 - Sensibilité, idéologie, science, défense d'intérêts particuliers, l'écologie est connue un puzzle auquel son intervention, électorale aurait ajouté une dimension d'enjeu politique. Les frontières imprécises de (...)